

Bobo Dioulasso, le 30 juin 2008

**François TRAORE
Président de l'AProCA**

**BETTER COTTON INITIATIVE : POUR UN PARTAGE D'EXPERIENCE
ENTRE ACTEURS DE LA FILIERE COTONNIERE**

J'ai participé à l'atelier de l'initiative pour un « meilleur coton », tenu le 22 mai à Londres. Cet atelier nous a permis de contribuer à la réflexion sur un système de chaîne d'approvisionnement dans le cadre de BCI.

Rappelons que l'initiative pour un meilleur coton, Better Cotton Initiative, vise à identifier les meilleures méthodes de production d'un coton de qualité respectueuse de l'environnement (des méthodes qui à la fois, prennent en compte l'entretien de la terre et la valorisation de ceux qui la travaillent) sans privilégier un système ou une variété de semences.

BCI vise aussi à promouvoir ce coton de qualité auprès des consommateurs. La stratégie de BCI est basée sur le partage et la capitalisation des expériences positives. L'atelier a regroupé des acteurs du coton venus d'horizons divers. Ainsi un responsable d'une organisation de producteurs de coton du Brésil et moi même, qui préside l'Association des Producteurs de Coton de Africains, étions présents au nom des producteurs.

Le rendement, la qualité, la transformation locale, des mots clés contre la crise du coton

Nos communications sur l'importance de la culture du coton dans nos régions respectives ont permis de mieux cerner la question de la production, surtout que nos propos étaient fondés sur nos expériences dans le métier d'agriculteur.

De nos communications et des autres interventions, il ressort que les principaux problèmes du coton africain tournent autour du rendement et de la valorisation de sa qualité. En effet, le rendement du coton africain s'est arrêté à une moyenne de mille à mille cent kilogrammes par hectares alors que nos terres se dégradent de plus en plus.

Aussi, le coton africain est mal évalué sur le plan qualitatif. Ces difficultés ne permettent pas, aujourd'hui, aux agriculteurs africains de vivre décemment de leur production cotonnière. Dans notre continent, la chute des prix a non seulement entraîné la baisse de la production cotonnière mais aussi la baisse de la production céréalière parce que ne bénéficiant plus des intrants coton.

Le délégué brésilien, lui, a parlé de la réforme cotonnière dans son pays. Selon lui, la filière cotonnière a été relancée dans les années 1990. Le Brésil a réussi à élever le rendement de moins d'une tonne/ha à trois tonnes/ha. Certains avancent qu'ils doivent ce résultat à la maîtrise des techniques d'irrigation. Mais à mon avis, elle ne justifie pas à elle seule cette hausse car seulement 5% des terres consacrés au coton sont irriguées.

Il faut surtout noter que ce pays n'est plus à élaborer des stratégies pour produire mais aussi pour transformer effectivement plus de la moitié de son coton. Les citoyens du Brésil profite de cette industrie parce que leurs décideurs politiques ont renforcé la recherche, réorganisé la

filière cotonnière et ont adopté une bonne politique d'industrialisation par laquelle le coton est mis en valeur dans le pays.

Les réformes ont permis au producteur de coton de devenir un acteur du circuit industriel. Il égrène lui-même son coton. Les usines d'égrenage de leur coopérative ont une capacité annuelle d'environ 40 tonnes.

La bonne répartition de l'énergie (car tout le pays est électrifié) et la volonté de réussir l'industrialisation aident à mieux comprendre leur avancée dans la transformation locale du coton.

L'exemple de ce pays qui, malgré sa pluviométrie extrêmement variée suivant les régions, ses 5% de terres irrigués, est à une place enviée dans la production et la consommation du coton. Cela m'a permis de comprendre qu'une politique agricole bien élaborée et bien suivie garantit de très bons résultats dans la production cotonnière.

Les engrais, la nouvelle donne à relever

La hausse du prix des engrais, due en partie à la flambée du prix du pétrole et l'augmentation du besoin en engrais à cause des produits du bio carburant, handicape encore plus l'agriculture africaine. Les acteurs de ce secteur vivent aussi dans la hantise de se voir déposséder de leurs terres parce que certains pays n'ont pas encore une législation acceptée et protégeant suffisamment tout ceux qui interviennent sur le foncier.

Les rendements dans les pays africains ne permettent pas réellement de valoriser l'effort des producteurs de coton africains. L'implication des partenaires et des sociétés cotonnières en Afrique dans ce système n'est pas pour le moment au niveau recherché.

Avec BCI, nous sommes entrain d'étudier les voies pour la consolidation de la filière cotonnière en Afrique. Déjà, nous avons compris que des pays comme le Brésil, la Chine, l'Inde continuent à augmenter leurs rendements malgré les difficultés actuelles du coton. L'intérêt de BCI se trouve là : permettre aux producteurs de tirer profit des expériences des autres pour vivre décemment de leur production.

DE NOUVELLES VOIES POUR AMORCER UN REEL CHANGEMENT DANS LES CAMPAGNES AFRICAINES

L'AProCA a participé à la dernière assemblée générale de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA). Elle a eu lieu du 30 mai au 06 juin 2008 à Varsovie en Pologne.

La FIPA est une organisation mondiale de producteurs. Elle regroupe les organisations nationales de producteurs de 80 pays. Ces organisations membres ont en commun la conviction que l'agriculture est une source d'emploi et d'épanouissement pour les familles qui la pratiquent.

Durant l'assemblée générale, la réflexion a porté, entre autre sur la stratégie pour intégrer les familles d'agriculteurs au marché et pour créer un lien étroit entre agriculteurs et consommateurs.

L'Afrique était suffisamment représentée à cette rencontre. En effet, plusieurs organisations de pays africains sont membres de la FIPA. L'AProCA n'en est pas membre car elle a une dimension régionale. La FIPA a tenu à ce que je sois à cette assemblée afin de tisser des relations avec notre organisation.

Au cours de la rencontre, j'ai présenté l'expérience des producteurs de coton en matière d'organisation, mais aussi, j'ai beaucoup écouté. En écoutant les uns et les autres, on se rend compte que les agriculteurs du continent africain sont moins avancés sur le plan de l'organisation en filière, la commercialisation, le système du crédit et la gestion du revenu, la gestion de la fertilité des sols.

Cette faiblesse est l'un des éléments qui explique la pauvreté dans laquelle vit 60 à 90 % des personnes qui pratiquent le métier agricole en Afrique. Pendant que sur d'autres continents les acteurs s'organisent en filière afin d'avoir des interlocuteurs forts au moment des négociations commerciales, en Afrique les gens vont en rang dispersé. Les producteurs de coton se sont au moins distingués de ces habitudes que je déplore en créant l'AProCA et en installant des plateformes fonctionnelles dans chaque pays. Dans ces organisations, nous apprenons davantage sur le crédit, l'approvisionnement en intrant, la gestion et la complémentarité dans le groupe.

LORSQUE LA PAUVRETE DEVIENT UNE SOURCE DE REVENU

L'organisation des producteurs en filières est un mot d'ordre lancé depuis 10 ans. Nous savons qu'il est bloqué parce que certains leaders n'y trouvent pas leur compte. Il existe des organisations qui craignent que l'on devienne puissant par cette voie. Ils continuent donc à injecter de l'argent pour que l'Afrique reste dans son rôle d'assisté. Car la pauvreté des africains est une source de revenu pour certaines personnes.

Le politique : longtemps, certains de ses acteurs n'ont pas proposé de stratégies pertinentes pour valoriser l'activité agricole et des producteurs. En effet, dans nos pays, la politique agricole a souvent été basée sur les propositions, la volonté des partenaires. Elle est exécutée en vue de ne pas décevoir les partenaires bis et multilatéraux et non pour satisfaire les bénéficiaires.

Ainsi, il existe des Etats qui ont d'excellentes relations avec l'extérieur mais dont le niveau de vie et les revenus de la population se dégradent. Ce qui est encore déplorable, c'est que ces ententes avec l'extérieur ne sont souvent que provisoires car ce sont ces mêmes partenaires qui les premiers condamnent leurs anciens alliés lorsque leurs intérêts financiers sont menacés. Nous avons tous vu les films sur la déchéance d'hommes politiques, qui adulés lorsqu'ils faisaient plaisir, ont été décriés dès qu'ils ne servaient plus.

FAVORISER L'ACCES AU FINANCEMENT ET FACILITER LA COMMERCIALISATION

Cependant, les technologies actuelles de l'information permettent aujourd'hui aux organisations et à la société civile d'être en contact avec le monde et de savoir comment les choses sont vécues ailleurs. Cette évolution a permis à la société civile occidentale (FIPA) et africaine de comprendre tout l'intérêt qu'ils ont à partager leurs expériences puisqu'ils sont guidés par la même intention de mieux valoriser le monde agricole.

Le crédit agricole est un fait qui prouve la nécessité de l'échange entre les organisations de tous les continents. Pendant que des producteurs de zones économiquement favorisés payent un intérêt entre 4 à 5%, des producteurs pauvres de pays africains payent jusqu'à 35% de taux d'intérêts sur des crédits. Et en plus ces crédits ne sont accordés qu'aux plus privilégiés d'entre eux.

La chaîne de commercialisation est l'autre exemple. Les intermédiaires pour les produits agricoles, qui sont souvent des multinationales, parfois perçoivent jusqu'à 80% de la valeur du produit fini. Ces multinationales imposent, dès fois, des règles de production soit disant demandées par le consommateur. Ce sont les cultivateurs qui parfois contribuent énormément au financement de ces règles.

En plus, les agriculteurs, lorsqu'ils sont soutenus, préservent l'environnement. Mais cet effort ne leur est pas reconnu.

L'Afrique a présentement un certain nombre de filières : café, cacao, banane, vanille. Il se trouve qu'aucune de ces filières n'a pu atteindre l'objectif de faire vivre décemment le producteur à cause des difficultés citées plus haut.

DES VALEURS AFRICAINES POUR RENDRE PERFORMANTES LES ORGANISATIONS AFRICAINES

La majorité des pauvres se trouvent dans le milieu rural africain ; l'agriculture, qui est l'activité économique par excellence, emploie la plupart de ces personnes.

A mon avis, l'agriculture a été le premier « business » pratiqué par l'homme. Le jour où l'homme a décidé de choisir des produits pour s'alimenter, il était en même temps chercheur et commercial. Il était organisé par filière puisque les vendeurs des mêmes produits se regroupaient et le troc était le moyen d'échange.

A partir du moment où le commerce a dépassé le village, il y a eu des intermédiaires qui n'ont pas travaillé à préserver les revenus de l'activité de base ; en ce moment, on se rend compte que les intermédiaires sont plus riches que les acteurs. Et aujourd'hui, on constate que

l'alimentation manque. Nous les agriculteurs, nous sommes devenus plus pauvres alors que tout commence par nous.

Les autres raisons de la pauvreté sont pour l'essentiel, l'analphabétisme. Ne sachant pas lire, ces hommes de la terre sont sous informés et ne peuvent agir pour valoriser leurs cultures.

Dans nos traditions, les relations et même le commerce étaient basés sur la confiance, l'honnêteté et l'entente. La personne qui trahissait ses valeurs devait, dans certaines sociétés, mourir. Ce code fort n'a pas pu être préservé dans ce monde moderne, d'où autant d'injustices.

Pourtant, nous savons qu'il existe une possibilité d'amener le changement. Il faut que la solidarité, la sagesse et l'honnêteté africaines soient des valeurs dans nos organisations de développement. Nous avons une place minime, 2% sur le marché du mondial. L'une des raisons est que les chercheurs africains ne sont pas dotés de moyens suffisants et ne sont pas au cœur du développement. Le lien chercheur – producteur est encore fragile. Certaines expériences de pays africains ont montré que cette chaîne agriculture – Etat- marché est possible.

Les causes de la vie chère sont pleines de leçons pour nous. Avec la vie chère, nous avons eu la preuve que les agriculteurs les plus modernes peuvent être solidaires avec nous, certes. Mais ils ne vont pas arrêter de progresser, attendre que l'on soit à leur niveau avant de recommencer à réfléchir.

Certains États commencent à appuyer leurs agriculteurs pour garantir leur approvisionnement. Désormais ce ne sont que par ces décisions politiques que les gens seront maintenus dans leurs métiers agricoles !

L'Inde et le Brésil nous montrent que l'acceptation d'un changement peut tout débloquer.

L'agriculture va mal aujourd'hui mais le monde est riche.

Bobo Dioulasso, le 30 juin 2008

François TRAORE

Président de l'AProCA